

CONTEXTE NATIONAL

La France est un pays relativement peu peuplé. En 1997, sa population est de 58,6 millions d'habitants, ce qui ne la classe qu'au 21^e rang des nations les plus peuplées du monde. Avec seulement 107 habitants par km² en 1996, la France a une densité de population proche de la moyenne des pays de l'Union Européenne, alors que l'Angleterre, la Belgique et l'Allemagne ont des densités deux à trois fois plus élevées et les Pays-Bas quatre fois.

Il existe en France des contrastes très forts entre les régions. A l'exception de l'Ile-de-France, une seule région, le Nord-Pas-de-Calais, supporte la comparaison avec les fortes densités anglaises, belges ou allemandes. Les espaces dépassant 100 habitants par km² sont peu étendus et distants les uns des autres. Sur une partie du territoire, le peuplement est assez clairsemé, parfois même inexistant, tant la population a diminué depuis un siècle. Par rapport aux autres pays industriels de l'Europe, la France a eu un développement urbain limité durant une longue période, mais désormais elle fait partie des nations très urbanisées. Depuis les années 50, les villes ont presque toutes enregistré de forts accroissements de population au détriment des campagnes qui se vident massivement. Les modes de vie urbaine tendent à se répandre sur la plus grande partie du territoire et plus de 4 Français sur 5 habitent aujourd'hui dans les villes ou leur voisinage. Cette proportion est comparable à celle observée dans les pays industriels de l'Europe du Nord-Ouest. L'espace rural n'est plus seulement agricole ; il a acquis de nouvelles fonctions en servant de lieu de résidence à de nombreux travailleurs de la ville. En 1990, seulement 4 % de la population vit dans une commune rurale isolée, hors de l'attraction de toute ville. Cette urbanisation poursuit encore actuellement, puisque la croissance démographique des aires urbaines est de 0,6 % par an entre 1990 et 1995, alors que dans le reste du pays l'augmentation est de 0,2 % par an.

Les objectifs actuels de la politique d'aménagement du territoire visent au rééquilibrage de la croissance entre Paris et la province, à la reconversion des régions d'ancienne industrie, au développement et au désenclavement des zones rurales, et à la répartition des activités nouvelles sur l'ensemble du territoire. Outre les contrats de plan Etat-Région, la contractualisation se développe entre de nouveaux partenaires : d'une part, entre l'Etat et les grandes métropoles ou les réseaux de villes, afin de mettre en valeur leur complémentarité, et, d'autre part, entre les régions et les collectivités locales.

Si la France est peu peuplée, elle fait partie des nations les plus riches. En 1996, elle est au 10^e rang pour le produit intérieur brut par habitant, après le Luxembourg, Singapour, les Etats-Unis, la Norvège, le Japon, la Suisse, le Canada, le Danemark et l'Islande, bien avant le Royaume-Uni (18^e) et l'Allemagne (19^e). Durant la période 1982-1996, le produit intérieur brut a crû de 1,9 % par an. Cette croissance masque cependant des évolutions contrastées : +2,5 % entre 1982 et 1989 et +1,4 % entre 1989 et 1996. Ces évolutions nationales ont eu un impact régional inégal du fait de la disparité des situations locales : reconversions industrielles, redéploiement des activités au profit du tertiaire. De 1982 à 1996, les inégalités entre les régions hors l'Ile-de-France se sont atténuées. En revanche, l'écart entre l'Ile-de-France et la province s'est sensiblement accentué.

SITUATION EN MAYENNE : FAITS MARQUANTS

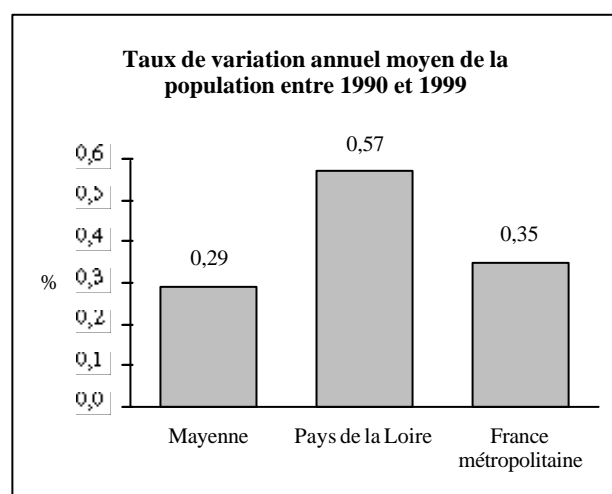
- Au recensement de 1999, la Mayenne compte 285 337 habitants, soit 7 300 de plus qu'en 1990. La progression de la population est plus faible qu'en moyenne dans la région.
- La Mayenne est un département rural à faible densité de population. Les communes rurales rassemblent la moitié des habitants du département, soit une proportion nettement supérieure à la moyenne régionale (37 %).
- L'agriculture demeure une activité importante. En 1998, 14% des actifs sont agriculteurs contre 8% au plan régional.
- Le chômage ne concerne que 5,4% de la population active au 31 décembre 1999 (9,9% pour les Pays de la Loire).

● Une faible croissance de la population

Entre 1990 et 1999, la population du département de la Mayenne a augmenté de 2,6% (pour s'établir à plus de 285 000 habitants), soit un accroissement annuel moyen de 0,29%.

Cette croissance, inférieure de moitié à la moyenne régionale (+0,57%) est la plus faible des cinq départements ligériens. Elle est néanmoins relativement proche de l'évolution moyenne française (+0,35%). La Mayenne se situe ainsi au 47^e rang national par son rythme de croissance.

En 1999, la densité du département est de 55 habitants au km², soit deux fois moins que la moyenne régionale (100 habitants au km²). La population mayennaise se concentre de plus en plus sur un axe nord-sud : Mayenne, Laval, Château-Gontier.

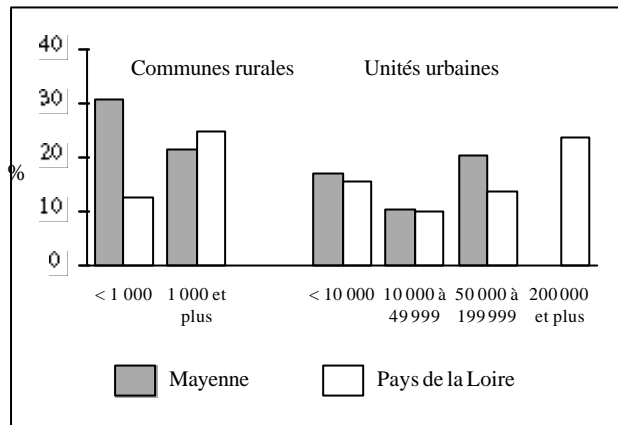


Source : INSEE, RP 90 - 99 (résultats provisoires)

Définitions : Pour décrire l'expansion urbaine, l'INSEE définit trois zones concentriques, sur la base du découpage communal : les villes-centres, les banlieues, le rural péri-urbain. Les communes qui n'appartiennent pas à une de ces zones, situées hors de l'attraction des villes, constituent le rural profond.

LA GÉOGRAPHIE

Répartition de la population selon la taille
de la commune ou de l'unité urbaine en 1999



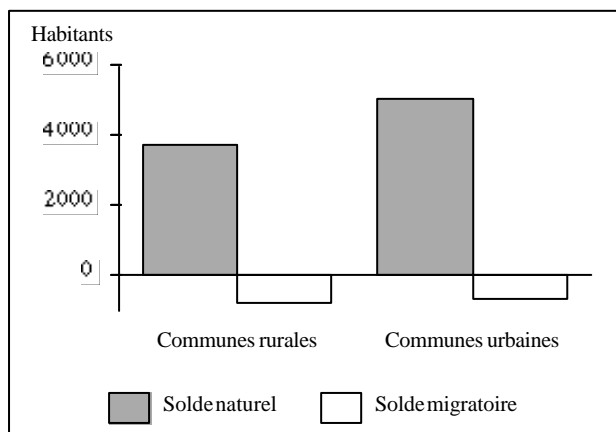
Source : INSEE, RP 99 (résultats provisoires)

Répartition en 1999 et évolution 1990-1999
de la population selon la taille de la commune
en Mayenne

	Communes		Population		Taux de variation annuel 90-99
	Taille	Nombre	Nombre	%	
Communes rurales	< 500 habitants	132	39 356	13,8	0,05
	500-999	69	48 635	17,0	0,36
	1 000-1 999	35	47 767	16,7	0,28
	2 000 et +	6	13 960	4,9	0,06
Unités urbaines	< 5 000	10	35 047	12,3	0,82
	5 000-9 999	2	12 986	4,6	0,03
	10 000-49 999	5	29 766	10,4	0,31
	50 000-199 999	2	57 820	20,3	0,19
	200 000 et plus	0	0	0,0	0,00
Mayenne		261	285 337	100	0,29

Source : INSEE, RP 90 - 99 (résultats provisoires)

Variation de la population selon le type de commune
en Mayenne de 1990 à 1999



Source : INSEE, RP 90 - 99 (résultats provisoires)

● Un département majoritairement rural

Plus de la moitié de la population de la Mayenne (52%) réside à la campagne. L'importance des communes de moins de 1 000 habitants constitue l'une des caractéristiques de la géographie départementale. Ces 201 communes, qui représentent plus des trois-quarts des communes du département, regroupent en effet près du tiers de la population mayennaise, contre à peine 10% au niveau régional.

● Une croissance de la population plus marquée dans les unités urbaines que dans les communes rurales

Entre 1990 et 1999, le taux de progression annuel moyen des populations dans les communes rurales est de 0,22%. Ce sont les communes rurales situées à la périphérie des aires urbaines qui progressent le plus. Cette évolution est cependant beaucoup moins importante que pour les populations des unités urbaines (+0,36% en moyenne annuelle).

Ce sont les communes des unités urbaines de moins de 5 000 habitants qui ont le taux d'évolution de leur population le plus élevé (+0,82%). Néanmoins, leur poids dans la population totale du département n'est, en 1999, que de 12%.

L'unité urbaine de Laval, malgré la faible augmentation de sa population (+0,19% par an), concentre 20% de la population mayennaise. Son développement est plus lié à la croissance des populations dans les communes périurbaines de Laval qu'à une augmentation de la population de cette ville.

● Une population qui s'accroît grâce aux naissances

De 1990 à 1999, les communes du département ont pu maintenir leur population grâce à un excédent de leur solde naturel, plus important pour les communes urbaines (+0,42% par an) que les communes rurales (+0,28%). Cet excédent a permis une croissance respective de la population de 4 300 et 3 000 habitants.

L'évolution du solde migratoire ne diffère pas selon le type de commune : -0,06% par an durant cette même période. Ce solde négatif est lié à de nombreux départs non compensés par les arrivées, notamment pour le rural isolé, au nord-ouest et sud-ouest du département.

*Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès.
Le solde migratoire est la différence entre l'effectif des immigrants et l'effectif des émigrants.*

● Un secteur agricole important malgré de fortes créations d'emplois dans le secteur tertiaire

Globalement entre 1990 et 1998, l'emploi total en Mayenne a progressé de 746 personnes. Ce solde résulte d'un accroissement des effectifs salariés de 7 551 personnes et d'une diminution de l'emploi non salarié de 6 805 personnes. Dans 95% des cas, cette forte baisse des emplois non salariés a concerné le secteur agricole.

En 1998, le secteur tertiaire regroupe plus de la moitié des emplois totaux en Mayenne (53% contre 62% pour la région des Pays de la Loire). Et plus des trois-quarts des entreprises non agricoles du département sont, en 1999, liées à ces activités. C'est, en outre, le secteur qui a le plus créé d'emplois (+13%) entre 1990 et 1998. Enfin, 9 personnes sur 10 qui travaillent dans ce domaine d'activité sont salariées.

Malgré une baisse des effectifs en 8 ans (-2%), l'industrie reste le deuxième secteur d'activité du département. 26% de la population active mayennaise travaille dans le domaine industriel (23% pour la région), elle est salariée à 96%.

Enfin, dans le secteur primaire, la baisse des effectifs se poursuit (-27% entre 1990 et 1998). Ce secteur couvre tout de même 14% des emplois totaux du département (8% pour les Pays de la Loire). La Mayenne présente ainsi la part d'emplois dans ce secteur la plus importante de la région. Il s'agit essentiellement d'emplois non-salariés (87%).

● Un taux de chômage relativement faible

Malgré une faible progression de l'emploi en 8 ans, la Mayenne reste le département de la région le moins touché par le chômage.

Depuis le début des années 80, le taux de chômage du département a connu quasiment le même profil d'évolution que les Pays de la Loire et la France. Il augmente régulièrement de 1980 à 1984 (où il atteint 7,8%). Puis il régresse jusqu'en 1989 (5,7%), et évolue à nouveau à la hausse jusqu'en 1993 (où il est à son niveau le plus élevé : 8%). Depuis, ce taux diminue de manière régulière. La plus forte baisse est enregistrée en 1999 (-1%), date à laquelle le taux de chômage retrouve le même niveau qu'en 1981 (5,4%). Pour cette même année, le taux de chômage de la France est de 10,6% (soit le double de celui de la Mayenne) et celui des Pays de la Loire de 9,9%.

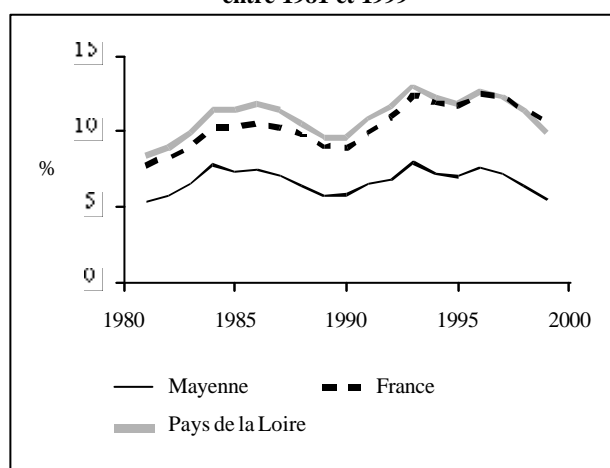
La proportion de chômeurs en Mayenne varie selon les zones d'emploi, de 5,4% (Mayenne Nord et Est) à 6,1% (Segreen Sud Mayenne et Laval), pour l'année 1999.

Indicateurs économiques par secteur d'activité en Mayenne

	Estimation de l'emploi total			
	effectifs 01/01/1990 (Mayenne)	effectifs 01/01/1998 (Mayenne)	%	% Pays de la Loire en 1998
Salariés				
Agriculture	1 796	2 117	2,3%	2,6%
Industrie	29 304	28 898	31,0%	25,6%
Construction	5 878	6 219	6,7%	6,4%
Tertiaire	48 734	56 029	60,1%	65,4%
Total	85 712	93 263	100,0%	100,0%
Non-salariés				
Agriculture	20 716	14 279	63,0%	40,3%
Industrie	1 363	1 179	5,2%	6,6%
Construction	1 730	1 552	6,8%	10,4%
Tertiaire	5 661	5 655	25,0%	42,8%
Total	29 470	22 665	100,0%	100,0%
Total				
Agriculture	22 512	16 396	14,1%	7,6%
Industrie	30 667	30 077	25,9%	23,1%
Construction	7 608	7 771	6,7%	6,9%
Tertiaire	54 395	61 684	53,2%	62,4%
Total	115 182	115 928	100,0%	100,0%

Source : INSEE

Évolution des taux de chômage en % entre 1981 et 1999



Source : INSEE, Enquête Emploi, définition BIT

Secteurs d'activité :

- Agriculture : comprend sylviculture et pêche
- Industrie : industries agricoles et alimentaires, l'énergie, les industries de biens intermédiaires, d'équipement, de consommation. La construction ne fait pas partie de l'industrie.
- Tertiaire : commerce et réparation, services.

Estimation d'emploi :

Actualisation des effectifs salariés et non salariés dénombrés lors du

LA GÉOGRAPHIE ET L'ÉCONOMIE
